

Petit aperçu de ce que raconte Calais

Gipsy Beley et David Rohi



Comment appeler ce lieu ? « Jungle » comme l'ont baptisé celles et ceux qui le peuplent ? « Camp » par analogie avec tous ceux qui constellent la planète où les personnes migrant.es, réfugié.es, exilé.es sont regroupés sous l'effet de différentes formes de contraintes ? « Bidonville » pour traduire son étendue et une certaine pérennisation de ses structures et activités actuelles ? « La Lande » comme certains Calaisiens nomment cet endroit de relégation, où les exilé.es ont été repoussés à cinq kilomètres du centre-ville ?

Chacun de ces mots vient à l'esprit car il traduit une facette de cet endroit incroyable, totalement en marge et en même temps complètement enchâssé dans les contradictions de nos politiques publiques nationales, européennes et bilatérales entre la France et l'Angleterre. Ces termes ne suffisent cependant pas à contenir le phénomène qui les déborde. Ce que l'on peut y saisir naïvement, après une visite rapide, dépasse nos références. Calais est notre impasse où d'autres sont coincés.

« Jungle » pour les constructions, les tentes, les allées et chemins de traverse qui semblent avoir poussé de manière anarchique, démesurée, irrépressible. On parle de 6 000 personnes, puis de 4500 quelques semaines après, mais nul n'est capable de les compter, de saisir leurs flux. Un CRS équipé de protections le transformant en insecte humanoïde, perché sur le talus de la nationale 126 qui surplombe l'ensemble, nous a déclaré sur un ton dénonçant l'invasion : « *Vous savez combien ils sont là-dedans ? 7 000 !* ».

« Jungle » aussi pour ses dangers. Durant notre visite, nous n'avons subi aucune agression, pas même une manifestation d'hostilité ou d'agacement. Au contraire, les personnes vers lesquelles nous sommes allés ont toujours accepté de nous parler. Là où nous avons mangé, assis dans un des multiples restaurants de fortune, c'était bon, copieux, on nous a offert un plat supplémentaire pour qu'on puisse le goûter.

En fin de matinée la jungle paraît peu peuplée, beaucoup dorment encore car c'est la nuit que se tentent les passages.





Devant la maison de bois au rideau rose, à l'intérieur coloré et parfumé à l'encens, un grand adolescent érythréen nous a invités à nous assoir sur le lit de sa sœur, pour partager un moment.

Mais le danger, les violences sont là, on les devine, on nous les raconte, elles sont écrites, décrites, nous savons.

Danger du passage vers l'Angleterre tenté au risque de blessures sévères, de graves accidents ou de la mort. Ces dernières semaines les CRS ont tiré au flash Ball sur ceux qui veulent passer et gazent avec des lacrymogènes puissants, dont certains sont même envoyés au milieu des abris de fortune. Des jets de pierres leur répondent parfois.

Morts et blessés. Victimes de l'aveuglement sécuritaire de la France et de l'Angleterre pour protéger la frontière à tout prix, même à celui de la vie et de la dignité humaine. Un responsable de la PAF nous dit « *Certains essaient de monter dans des trains lancés à 50 kilomètres heure. D'autres courent en bande, de nuit, au milieu des caténaires et autres engins électriques de 25 000 volts. Fermer la frontière ne rend pas le passage*

plus risqué, cela les protège ». Il ne peut entendre que les clôtures et les forces de l'ordre font aussi des dégâts.

Comme cet homme au bras fracturé croisé sortant de l'antenne médicale ouverte en septembre par Médecins sans frontières. La responsable des actions de l'ONG à Calais travaille habituellement en Afrique.



Danger de la folie vers laquelle les conditions de vie, inscrites dans des parcours migratoires trop souvent déjà délétères, peuvent conduire. Il faut tenir. Cet épicier afghan derrière son comptoir bricolé et décoré d'une guirlande de Noël à LED nous parle de son entreprise. « *Mon commerce peut être détruit d'un jour à l'autre si nous sommes évacués par la police, mais cette épicerie c'est mieux que de*



devenir fou et de passer la journée à fumer du shit ». L'espoir et le courage n'y suffisent pas toujours. Les grandes feuilles à rouler et les petits cartons sont au premier plan sur la banque. Il ne répondra pas quand nous demandons qui est propriétaire de la voiture garée juste à côté qui fournit l'échoppe.



Danger pour des femmes seules, ou avec enfants, comme cette Erythréenne et sa fille de 5 ans qui viennent de quitter un abri qui prenait l'eau pour une maison de bois. Elle explique à une salariée de France Terre d'Asile en maraude que le papa est en Angleterre mais qu'aucun papier ne permet de reconstituer le lien entre eux. Un danger que l'on peut imaginer, là, presque palpable, comme une évidence qui renvoie aux témoignages d'acteurs associatifs engagés sur le terrain. Abus sexuels, prostitution, mais aussi auto-organisation, capacités à esquiver un peu les règles, à jouer avec. On nous parle aussi de racket, de violence physique entre hommes.

Danger du feu dans les cabanes en bois qu'Ibrahim, activiste belge, nous raconte avoir une fois éteint avant l'arrivée des pompiers, à vélo avec ses extincteurs récupérés.

Danger de toutes les maladies typiques de cette précarité faite de froid, de chaussures trop légères, d'humidité, de difficulté à se laver, se changer, se nourrir convenablement, dormir, subir le stress de cette impasse et du passage si difficile pour celles et ceux qui veulent se rendre en Angleterre. Rhumes interminables, bronchites, gale, plaies qui ne cicatrisent pas, brûlures du feu, fractures, entorses, coupures, déchirures, psychologies déglinguées.



Le mot Jungle renvoie aussi à l'exubérance des activités, des constructions, le génie de baraques de bois bricolées, de charriots pour transporter l'eau, de braséros improvisés, de charpentes faites de palettes ou de branches tordues entrelacées. Une facette est belle, art de la récupération urbaine, collages de bâches, éclectisme des matériaux donnés ou récupérés, sapin de Noël surréaliste, et même une grande église fréquentée par des Erythréen.nes, enluminée de dessins religieux. Sentiment coupable de se sentir fasciné par ce monde, d'apprécier toutes ces créations comme on goûterait une

exposition d'art contemporain, sorte de voyeur qui trouve plaisir à l'exotisme des lieux. L'insolite est à chaque coin de tente et surprend sans cesse. A Calais la Jungle se visite et attire des touristes souvent actifs. Tous les 10 mètres un superlatif nous échappe, toujours empreint d'une forme de stupeur.

Jungle pour ce sol sablonneux mais immédiatement boueux, à la moindre pluie, fréquente à Calais.

Jungle parce que c'est une appellation historique des campements, squats, bidonvilles de Calais qui existent et se transforment maintenant depuis près de 20 ans, sans avoir cependant jamais atteint de telles dimensions.



Jungle pour la luxuriance des solidarités qui s'y expriment et leur liberté. Dans les carences de l'Etat qui ne veut pas reconnaître l'existence d'un camp officiel ou trouver d'autres solutions pérennes, se sont développées de multiples initiatives pour venir au soutien des exilé.es.

Calais est un mille-feuille anarchique et réticulaire de l'action humanitaire, solidaire, sociale, résistante, militante, caritative. Ce réseau s'étend à toute l'Europe et à ses portes, il grandit et agit autour des lieux où les migrants subissent la fermeture des frontières et ses dispositifs policiers.



Cette dimension se développe avec une force inversement proportionnelle à la juxtaposition des dispositifs de contrôle. De la jungle au tunnel sous la manche, en passant par le port, jusqu'à la gare TGV de Calais Frethun, les fils d'une toile barbelée jalonnent les bords des routes, des voies ferrées, multipliés, doublés, plus hauts, plus tranchants. Cette jungle est encerclée, reliée aux frontières par les outils acérés d'une surveillance et d'un contrôle relativement illusoires. Un dispositif qui entretient les filières de passeurs vivant justement de l'infranchissable, davantage qu'il ne les démantèle, au compte-goutte. « Une dizaine de filières par an » seulement selon la police aux frontières. Des CRS surveillent les abords, l'entrée et distribuent volontiers des PV aux voitures des visiteurs. Depuis le 10 novembre 2015, un arrêté municipal interdit l'arrêt et le stationnement le long du chemin des Dunes, le principal accès du bidonville, notamment pour les bénévoles qui viennent apporter leur

soutien. Il n'est même plus possible de déposer une personne ou de donner quelque chose en restant au volant de son véhicule. Un obstacle clairement conçu pour fragiliser les solidarités qui se tissent. Ce même type d'arsenal administratif est utilisé contre les exilé.e.s. Depuis le 1^{er} décembre, un arrêté pris en application de l'état d'urgence réprime de 7 500 € d'amende et de 6 mois d'emprisonnement le fait d'être à pied sur la route nationale 126 et de refuser de se soumettre à un contrôle d'identité. Cette nationale 126 est une rocade qui contourne Calais et qui mène au port. Un chemin fréquemment emprunté par les exilé.e.s pour aller tenter le passage vers l'Angleterre ou pour se rendre à l'hôpital en évitant le centre-ville où les contrôles au faciès sont nombreux¹.

¹ Passeurs d'hospitalités, « [Détournement d'état d'urgence : un arrêté anti-migrants](#) ».



Des anglais, No Borders ou autres militants venus d'ailleurs, distribuent de la nourriture le soir, là où se croisent ceux qui viennent d'échouer dans une tentative de passage et ceux qui s'en vont pour essayer à nouveau. Ils ont monté un centre d'information sur les manières d'éviter les interpellations ou de se débrouiller dans cet univers aux règles spécifiques. Des Belges ont aussi amené de Bruxelles des tentes militaires récupérées après avoir servi à une occupation d'un parc public par des personnes migrantes. Sous la toile, un stock de nourriture. Juste à côté, ils ont construit des baraques de bois isolées de laine de roche pour accueillir les militants qui viennent surtout le week-end ou parfois quelques jours ou semaines, de Belgique, Espagne, Allemagne. Quelques exilé.es y dorment aussi. Les volontaires font à manger, distribuent l'eau de deux citernes et continuent la construction de leur grande cuisine. A terme ils veulent monter un cinéma.

D'autres Anglais, bénévoles d'une grosse organisation caritative, terminent la construction de leur 600^{ème} baraque de bois, toutes payées par des dons privés.

Sur Facebook une Française organise une collecte de chaussettes pour l'hiver. Dans la jungle, les chaussures abandonnées, comme si le voyage s'arrêtait là, dans cette impasse, jalonnent les allées et contrastent avec des marcheurs parfois en claquettes ou seulement équipés de chaussures de toiles légères détrempées.

Un théâtre de fortune donne des spectacles, une école des cours de français, des discothèques envoient du son la nuit. Un festival artistique va débiter la semaine suivante. Durant notre séjour, Banksy est passé dans la ville, sur la plage et à l'entrée même de la jungle. Il a laissé sur les murs 3 œuvres dédiées aux réfugiés. La maire de la ville s'est empressée de protéger la peinture de la plage sous des planches de bois, en attendant de la couvrir d'un plexiglas où se reflèteront les images de touristes amateurs de l'artiste. Natacha Bouchart, première magistrate de la ville prenant soin d'un Banksy, à Calais tout est possible. Il faut dire que ses graphes valent de l'or. Calais prend de la valeur grâce à ses exilés que d'autres considèrent comme un repoussoir. Ils irriguent l'économie locale, drainent du monde toute l'année. Banksy leur a laissé une magnifique peinture représentant Steve Jobs, premier ordi Apple à la main, lui-même fils d'immigré Syrien.

Nous croisons une équipe de tournage, et des regards par centaines qui ne nous sont même pas hostiles et qui pourtant subissent les nôtres. Tout juste se détournent-ils parfois.

D'autres militants ont organisé un groupe photo, distribuant des appareils à des habitants du bidonville. Leurs clichés seront édités sous forme de cartes postales, dans l'idée de renvoyer un regard sur le lieu à ceux qui les dévisagent et qui pourront les poster à leurs proches, souvenir de vacances atypiques.

La Jungle est aussi bidonville. Elle a pris la taille d'un village périurbain fragilement ancré sur le sable et que l'on imagine pourtant difficile à évacuer par la force désormais.

Un lieu dont les migrants se sont emparés, qui révèle leurs capacités d'action souvent plus invisibles. Ahmed qui fait parfois office de traducteur de l'anglais à l'arabe nous raconte qu'il dort où il peut. Qu'il y a de l'entraide. Que les nouveaux sont en général hébergés quelques jours mais qu'ensuite il faut trouver une place ou construire son propre abri. Mais les lits se monnaient aussi.



Les initiatives sont foisonnantes et impressionnent par leur efficacité. Nous ne comprenons par les règles de ces dizaines de restaurants, des épiceries, des hôtels, des charriots pour transporter l'eau, des vélos, de l'existence de quelques voitures ou fourgons chargés de l'approvisionnement. Dans les rayonnages fournis les produits sont bien rangés et les prix abordables. Dans les restaurants on mange

mieux qu'à l'auberge de jeunesse, pour 4 euros par personne. Les hommes nombreux s'y reposent au chaud. Pas de femmes. Quelques-uns mangent au milieu des smartphones branchés sur des multiprises reliées à des générateurs. Ces smartphones tissent de multiples réseaux. Ils permettent d'échanger des nouvelles, de trouver sa route sur les cartes et par GPS à travers le Moyen-Orient, l'Afrique, les déserts, au-delà de la Méditerranée, par-dessus les Balkans, malgré les murs.

Ces appareils relient aussi à la famille, aux souvenirs photographiés. Dans le téléphone de ce Kurde d'Irak, la quarantaine, des photos de son parcours sinueux par la Turquie, la Bulgarie, la Serbie, l'Autriche, l'Allemagne et enfin la France. Et celle d'une page d'un journal de la presse régionale où il pose, à côté de Dijon. Il vient d'y passer un temps avec sa femme et ses enfants, dans un *centre de répit* avant de revenir dans sa maison calaisienne de bois, de bâches et de tissus. Des bus partent tous les jours du bidonville vers ces centres d'hébergement et ont déjà convoyé plus de 1 600 personnes.

Il est assis avec les hommes sous un préau à côté de sa maison où son épouse et ses enfants se chauffent à la flamme d'un braséro. Il nous dit qu'il veut rester en France et n'est pas attiré par l'Angleterre. Nous ne sommes pas très sûrs de comprendre, mais il nous semble qu'il est ici parce qu'il n'a pas d'autres endroits où il lui paraît possible d'aller.

Son ami un peu plus âgé nous montre des papiers. Il a dans sa poche une domiciliation en tant que demandeur d'asile délivrée par une association locale. Il paraît vouloir nous dire qu'avec ce document, « ça va ». Il en tire un second de la même poche. Sous un double en-tête du centre Jules Ferry et du centre hospitalier, un certificat médical décrit les pathologies dont il est affecté. Etonnant mélange au regard du secret médical. Il voudrait monter un restaurant à Toulouse, est amnésique par intermittence et brandit un drapeau français devant une caravane verte raccommodée.



Ce bidonville est aussi un camp.

L'*encampement* de Calais est organisé par les pouvoirs publics et ses acteurs spécialisés, se greffant à son visage de « jungle » et croissant avec elle, il se superpose au bidonville.

Coincé par les effets de sa propre politique et de celles de ses voisins européens, au fond l'Etat ne semble pas réellement savoir que faire de ce symptôme protéiforme. Il bricole avec toute sa puissance ou son inertie.

Mais il a fortement contribué à façonner une forme de bidonville d'Etat. Principalement parce que c'est l'échec d'une politique de fermeture des frontières, sur un territoire marqué par une spécificité. Ici, l'Angleterre a délégué à la France le rôle de garde-frontière, finançant des clôtures, des barbelés, des systèmes infra-rouge, des scanners détecteurs de migrants cachés dans les camions. C'est l'Etat qui coince les migrants et génère leur concentration dans cette impasse-entonnoir du Calaisis.

C'est aussi l'inaction de l'Etat qui est inaugurale de la forme de ce camp, de ses facettes *jungle* ou *bidonville*. Car *la Lande*, est initialement un non-camp, et toujours en partie un camp-nié, refoulé par les pouvoirs publics.

Pressé par les élus locaux et les acteurs qui accompagnent les exilé.es à Calais, le gouvernement actuel a décidé d'ouvrir le centre Jules Ferry, ancien centre de vacances, pour y héberger une partie des femmes, distribuer des repas et ouvrir quelques trop rares points d'eau. Cette ouverture s'est accompagnée de l'évacuation des autres camps, squats, dont les habitants ont été drainés de force vers cet espace à l'écart du centre-ville, pour les rendre sinon invisibles au moins plus discrets aux yeux des Calaisiens.

Dans la plus grande indigence, les tentes se sont multipliées. D'abord dans des conditions bien pires que la plupart des camps de réfugiés organisés par des ONG ailleurs dans le monde.

Médecins du Monde, le Secours Catholique et des habitants du bidonville ont dû faire condamner cette carence majeure en saisissant le Tribunal administratif de Lille qui a vu son jugement confirmé par le Conseil d'Etat. La justice a obligé l'Etat à améliorer les conditions de (sur)vie dans le bidonville. L'installation de points d'eau et de toilettes supplémentaires est notamment prévue. Des progrès qui demeurent insuffisants.



Aujourd'hui, toujours sans assumer véritablement la pérennisation du lieu, contrainte et forcée, la puissance publique finance de l'assainissement, des conduites d'eau et va installer des containers équipés de 1500 lits et isolés du reste du bidonville par des clôtures. On y entrera en apposant la paume de la main sur un verrou électronique. Strictement organisé, le centre Jules Ferry distribue actuellement 2500 repas par jour et disposera d'ici janvier d'une capacité d'hébergement de 400 places, 200 en dur et 200 sous tentes, réservées aux femmes et aux enfants. Mais certaines femmes préfèrent le

bidonville aux règles contraignantes appliquées dans ce centre, comme la perte de sa place si on ne montre pas signe de vie pendant 24 heures.

D'autres actions classiques de l'univers des camps s'implantent aussi sur cette absence d'un programme assumé. Dans le sillage d'autres initiatives notamment impulsées par Médecins du Monde, Médecins sans Frontières a ouvert une nouvelle antenne médicale en décembre 2015 sur le constat de problèmes sanitaires aigües et de leur accroissement certain avec l'arrivée de l'hiver. L'organisation internationale réfléchit à la meilleure manière de ne pas pallier durablement les carences des pouvoirs publics.

France Terre d'Asile effectue des maraudes pour informer sur le droit d'asile et prend en charge des mineurs. Un de leur programme visant à lutter contre la traite des êtres humains débute tout juste.

L'intervention d'acteurs relativement puissants, parfois missionnés par l'Etat, et dont la présence augmente, interroge des intervenants locaux historiques comme les associations militantes qui colmataient les brèches et continuent d'accomplir un travail de terrain essentiel et une coordination mal reconnue : la Plateforme de services aux migrants et ses membres, Médecins du Monde, le Secours Catholique, Emmaüs, l'Auberge des Migrants, Réveil Voyageur, Terre d'errance, Salam ou encore le Collectif Lafayette et les No Borders de Calais Migrant Solidarity. Les acteurs de ces différentes structures coopèrent, se connaissent et semblent portés par l'impératif humain et politique, la fièvre des urgences et l'importance des besoins. Mais pour combien de temps ? Comment ces interventions vont-elles évoluer sous l'influence de nouveaux acteurs ? Comment s'extraire de l'urgence et de l'approche humanitaire pour porter un discours politique refusant la présence de ce camp, résultat de choix erronés des gouvernements à remettre en question ?



L'Etat poursuit un autre objectif classique de sa politique intérieure vis à vis des camps de migrants : évacuer pour « *désengorger Calais* » ou au moins tenter de limiter le nombre de ses exilé.es. Avant le regroupement actuel, déjà les forces de police avaient procédé à de multiples évacuations par la force d'autres campements, jungle, squats.

Aujourd'hui, cette volonté est marquée du sceau d'un ministère de l'intérieur qui emprunte des chemins totalement illégaux et inefficaces, voire scandaleux.

Entre le 21 octobre 2015 et début décembre, 1200 personnes étaient interpellées, souvent en train de tenter le passage mais aussi en d'autres lieux, pour être délocalisées de force en bus et par avion dans sept centres de rétention partout en France. Fortement dénoncé par la [Contrôleure des lieux de privation de liberté](#), le procédé est illégal car les centres de rétention ne peuvent servir qu'à expulser. Inexpulsables parce qu'elles viennent de pays en guerre, ces personnes reviennent généralement à Calais, un peu plus meurtries et précaires.

D'autres dispositifs semblent plus positifs mais ne sont pas exempts d'interrogations quant à leurs finalités et aux conditions de leur mise en place.

Les politiques publiques font le grand écart à Calais où tout avenir humain semble bouché, entravé, précarisé, réprimé et où, dans le même temps, des sortes de portes quasi-magiques s'ouvrent parfois, à contre-courant des pratiques réservées habituellement aux personnes étrangères. Un accès direct en centre d'accueil pour demandeur d'asile ou à un statut de réfugié, un transfert dans un centre de répit censé permettre de se requinquer.

Ces dérogations *extra-ordinaires* côtoient la fantastique accumulation de mépris des droits fondamentaux, et les entorses aux plus élémentaires principes de l'aide sanitaire et sociale.

Et la jungle-bidonville-camps ne désemplit guère tandis qu'à proximité, celle de Grande-Synthe, autour de Dunkerque, est passé de 500 à 3 000 personnes ces dernières semaines, dans une précarité plus grande encore, avec un nombre considérable de familles notamment kurdes. Ce dernier camp se trouve plus proche des nouveaux lieux de passage qui se sont déplacés depuis que le contrôle et la répression se sont accrus sur les sites d'Eurotunnel et du port de Calais.



Plus fou encore, le site est exposé à des risques chimiques, classé « Sévésol – seuil haut », et se trouve en pleine « Zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique » au plan local d'urbanisme, ce qui ne paraît guère compatible avec les constructions et aménagements en cours pilotés par un Etat contraint d'agir *a minima*.

Calais est décidément bien le symptôme, paroxystique, du grippage de politiques vis-à-vis des migrations qui demeurent focalisées sur le contrôle et la répression à l'échelle locale mais aussi européenne.

Une dizaine de ces personnes exilées étaient présentes au vernissage de l'exposition de [Migreurop Moving beyond borders](#), à la bibliothèque universitaire de Calais ce 11 décembre 2015. Ce magnifique outil de sensibilisation photographique, sonore, interactif, animé, permet de comprendre les causes de ce type de réalité, de saisir quelques-uns des mécanismes à l'œuvre à l'échelle européenne.

Quant aux milliers de personnes qui subissent ces épreuves, nous en avons à peine effleurées certaines. Les parcours et les histoires qui convergent là vous laissent le cœur battant, devant un abîme d'incertitudes, de richesses humaines, et l'envie d'y revenir pour plus de rencontres et d'actions.